



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant mesure dérogatoire liée à l'accueil des déblais
non dangereux non inertes issus du chantier de la troisième ligne de métro de Toulouse
et modifiant l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 relatif à la société SÉCHÉ Eco-Services
à ROQUES-SUR-GARONNE**

N°007

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 autorisant la société SÉCHÉ Eco-Services à exploiter une installation de tri et de traitement de terres polluées à Roques-sur-Garonne, boulevard du Grand Castaing, section AN, parcelle n° 192 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2020 fixant des prescriptions complémentaires à la société SÉCHÉ Eco-Services à Roques-sur-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2024 portant autorisation de l'extension du site et modifiant l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 à la suite du réexamen des meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets et à la modification des conditions d'exploiter ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2024 portant mesure dérogatoire liée à l'accueil des déblais non dangereux non inertes issus du chantier de la troisième ligne de métro de Toulouse et modifiant l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 ;

Vu la demande de modification sollicitée par la société SÉCHÉ Eco-Services, le 18 novembre 2024 ;

Vu le dossier déposé à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 10 décembre 2024 ;

Considérant que la demande porte sur l'augmentation du tonnage annuel maximum de terres polluées non dangereuses autorisé à transiter sur la plateforme ;

Considérant que cette demande d'augmentation est sollicitée pour permettre la poursuite de l'accueil des déblais non dangereux non inertes issus des chantiers du métro de la troisième ligne de métro de Toulouse ;

Considérant que cette demande est sollicitée à titre exceptionnel pour l'année 2024 ;

Considérant que la demande d'augmentation du tonnage annuel autorisé à transiter sur le site est regardée comme une modification non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant, en effet, que l'impact de cette demande sur le trafic routier est considéré comme négligeable au regard du trafic existant sur la route départementale 817 ;

Considérant que la demande d'augmentation du tonnage annuel est sollicitée sans augmentation de la capacité de stockage instantanée autorisée au titre des rubriques 2716 (tri, transit, regroupement de déchets non dangereux non inertes), 2718 (tri, transit, regroupement de déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de déchets) de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que la demande ne nécessite aucune autre modification des conditions d'exploitation du site et n'entraîne pas de dépassement des seuils d'une rubrique soumise à la directive IED ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 24 décembre 2024 ;

Considérant l'absence de réponse de la société SÉCHÉ Eco-Service, au terme du délai accordé ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, la société SÉCHÉ Eco-Services, dont le siège social est situé à Changé (53), lieu-dit Les Hêtres, et qui est autorisée à exploiter une plateforme de tri et de traitement de terres polluées à ROQUES-SUR-GARONNE (31220), boulevard du Grand Castaing, est tenue de respecter, pour l'année 2024, les dispositions des articles suivants.

Art. 2 : Tonnage annuel maximal autorisé à transiter (avec ou sans traitement) sur le site

Les dispositions relatives aux capacités maximales autorisées à transiter sur le site fixées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2024 sont modifiées comme suit :

Pour l'année 2024, le tonnage annuel maximal autorisé à transiter (avec ou sans traitement) sur le site est au plus égal à 200 000 tonnes de terres polluées (dangereuses ou non dangereuses).

Art. 3 : Prescriptions abrogées

L'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2024 relatif à la société SÉCHÉ Eco-Services à ROQUES-SUR-GARONNE, portant mesure dérogatoire liée à l'accueil des déblais non dangereux non inertes issus du chantier de la troisième ligne de métro de Toulouse et modifiant l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 est abrogé.

Art. 4 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 5 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 6 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 7 : Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de ROQUES-SUR-GARONNE et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de ROQUES-SUR-GARONNE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SÉCHÉ Eco-Services.

Fait à Toulouse, le **23 JAN. 2025**

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,


Serge JACOB